

IRLANDE

La croissance économique devrait rester dynamique en Irlande, tout en se modérant progressivement. Abstraction faite des activités volatiles des entreprises multinationales, la demande intérieure demeurera vigoureuse, soutenue par une vive progression de l'emploi et par la consommation. Du fait du resserrement du marché du travail, les tensions salariales seront fortes, entraînant une accélération de l'inflation. L'investissement des entreprises ralentira, après son net redressement, tandis que le secteur de la construction continuera à croître.

En 2018 et 2019, la politique budgétaire sera légèrement restrictive. Le gouvernement devrait continuer à s'attacher à améliorer la situation des finances publiques, de manière à disposer de marges de manœuvre lui permettant de recourir à la politique budgétaire pour amortir les chocs négatifs, en particulier celui du Brexit. La mise en œuvre d'un nouveau plan de développement axé sur le progrès économique, environnemental et social devrait être subordonnée à cette amélioration de la situation budgétaire, d'où la nécessité de hiérarchiser avec soin les priorités en matière de projets.

La forte expansion se poursuit

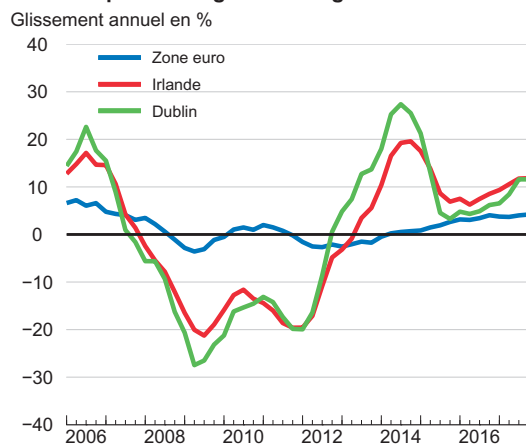
La demande intérieure sous-jacente a augmenté de 3.9 % en 2017 et reste ferme, étayée par la croissance de l'emploi, qui soutient les dépenses privées. Le taux de chômage ayant diminué rapidement, les tensions sur les salaires se sont accentuées. En revanche, l'inflation demeure faible, dans une large mesure grâce à l'appréciation de l'euro par rapport à la livre sterling. L'amélioration de la conjoncture concerne l'ensemble des secteurs, mais l'activité est nettement plus vigoureuse dans certains, notamment la construction.

Certains signes de surchauffe apparaissent

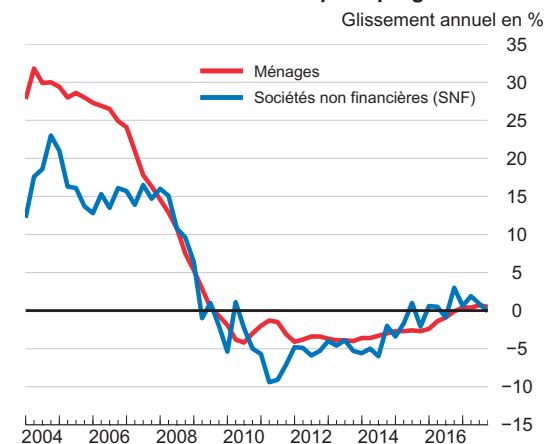
Le marché immobilier est dynamique, les prix des logements et l'investissement dans la construction augmentant fortement. Malgré le niveau élevé des taux débiteurs des

Irlande


Les prix des logements augmentent fortement



Les concours nets au secteur privé progressent



Source : Eurostat; Central Statistics Office; et Banque centrale d'Irlande.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730180>

Irlande : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	194.2	25.5	5.1	7.8	4.0	2.9
Consommation privée	83.4	4.2	3.2	2.0	2.2	2.1
Consommation publique	31.4	2.1	5.1	1.9	1.9	1.9
Formation brute de capital fixe	40.3	27.9	60.0	-21.8	5.9	5.5
Demande intérieure finale	155.1	10.0	21.1	-7.8	3.5	3.3
Variation des stocks ¹	5.1	-0.3	0.4	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	160.2	9.0	19.4	-9.8	3.5	3.1
Exportations de biens et services ²	219.4	38.4	4.7	6.8	5.3	4.4
Importations de biens et services	185.4	26.0	16.4	-6.2	7.1	5.0
Exportations nettes ¹	34.0	18.6	-9.2	14.5	0.0	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
VAB ³ , à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales étrangères	—	7.3	5.1	5.1	4.5	3.4
Déflateur du PIB	—	7.3	0.0	-0.3	0.2	2.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.0	-0.2	0.3	1.2	2.1
IPCH sous-jacent ⁴	—	1.6	0.7	0.2	0.9	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.9	8.4	6.7	5.8	5.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.3	2.1	4.0	3.9	3.7
Solde financier des administrations publiques ⁵ (% du PIB)	—	-1.9	-0.5	-0.3	-0.3	-0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	89.8	84.5	82.2	80.4	77.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	77.1	72.9	68.1	66.3	63.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	10.9	3.3	12.5	11.6	12.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le contrat des entreprises multinationales nommé "contrat manufacturier" (exportations de biens produits à l'étranger sous convention d'une entité basée en Irlande) est supposé constant, à son niveau de 2017, en 2018 et 2019.

3. Valeur ajoutée brute. Les données pour 2016-2019 sont des estimations de l'OCDE.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

5. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source. Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731149>

banques, les nouveaux crédits hypothécaires et les prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) progressent vivement (en grande partie du fait des crédits liés aux activités de construction) mais en partant d'un niveau très faible. Les instruments de politique macroprudentielle actuellement en place, comme le plafonnement des ratios prêt/valeur du bien (quotités de financement) et prêt/revenu, ont réduit la proportion de prêts risqués, et ces instruments devraient être renforcés en cas de besoin.

L'orientation de la politique budgétaire devrait être légèrement restrictive en 2018 et 2019. Étant donné les incertitudes qui entourent les perspectives économiques, le gouvernement devrait continuer à s'attacher à améliorer la situation des finances publiques, de manière à disposer de marges de manœuvre lui permettant de recourir à la politique budgétaire pour soutenir la croissance si nécessaire, en particulier en cas de fortes répercussions négatives de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») en 2021, à la fin de la période de transition. Les autorités prévoient d'augmenter

encore l'investissement public dans le cadre du Plan national de développement, pour le porter à 116 milliards EUR au cours des dix prochaines années. La mise en œuvre de ce plan devrait être subordonnée à la poursuite de la réduction de la dette publique, de manière que seuls les projets rentables soient réalisés. Cela sera bénéfique en termes de viabilité budgétaire et évitera une surchauffe de l'économie.

Malgré la forte croissance, les taux d'emploi restent bas au regard de ceux observés par le passé. Le gouvernement devrait évaluer les programmes de renforcement des compétences et de reconversion proposés par l'organisme public SOLAS, développer ceux qui sont efficaces et supprimer les autres. Ces mesures aideront les chômeurs de longue durée à retrouver un emploi, tout en atténuant les tensions sur les coûts de main-d'œuvre.

L'économie va être confrontée à des contraintes de capacité et à des incertitudes

La croissance de l'économie va être vigoureuse, mais se modérera peu à peu. Le rythme d'expansion des entreprises devrait ralentir en raison des coûts élevés du travail et de la forte incertitude liée aux facteurs externes, en particulier concernant l'issue des négociations sur le Brexit. Compte tenu de la dissipation des effets de la dépréciation de la livre sterling et des répercussions des tensions sur les salaires, l'inflation devrait nettement s'accélérer. Les risques qui entourent les perspectives sont importants, le plus immédiat étant le Brexit. Les prix de l'immobilier pourraient augmenter plus fortement, ce qui stimulerait davantage l'activité dans le secteur de la construction à court terme, mais serait de nature à créer une nouvelle bulle immobilière allant de pair avec une envolée de la croissance du crédit. La persistance d'un fort endettement privé représente également un risque à la baisse, car elle rend l'économie sensible à une hausse des taux d'intérêt.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-26-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.